

M. Alain JUPPE entame demain un long voyage en Asie-Océanie, à la veille de la visite en France du président rwandais Paul KAGAME

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes Alain JUPPE entame demain un long voyage en Asie et en Océanie, premier du genre pour un locataire du Quai d'Orsay depuis 28 ans. Il est prévu de "longue date", précise-t-on à Paris, ce qui est vrai si l'on songe que l'on est au courant depuis fin juillet de ce déplacement, qui coïncide avec la venue à Paris, lundi et mardi prochain, du président rwandais Paul KAGAME, à qui M. JUPPE ne souhaite pas serrer la main (cf. "BQ" des 29 juillet et 19 août). Fidèle à sa parole, le ministre d'Etat a pu faire organiser un déplacement autour de la tenue du Forum Iles du Pacifique, qui se tient à Auckland, en présence notamment du secrétaire général des Nations unies BAN Ki-moon, et du président de la Commission européenne José Manuel BARROSO.

Une escale à Hong Kong hier soir lui a permis de s'entretenir auparavant avec M. Henry TANG, ministre en Chef de l'administration de Hong Kong et de rencontrer la communauté française. En Nouvelle-Zélande, M. JUPPE participera au "Dialogue Post-Forum" du Forum Iles du Pacifique (FIP) et aura des entretiens bilatéraux avec les autorités néo-zélandaises : le Premier ministre John KEY, le ministre de la Défense Wayne MAPP, le ministre des Affaires étrangères Murray MCCULLY et le chef de l'opposition Phil GOFF. M. JUPPE effectuera ensuite une visite de deux jours en Australie. Il se rendra à Canberra pour y rencontrer le Premier ministre, Mme Julia GILLARD. Il s'entretiendra également avec son homologue, M. Kevin RUDD. Les deux ministres commémoreront le 10ème anniversaire du 11 septembre en déposant une gerbe au War Memorial. Un entretien est également prévu avec l'adjoint du chef de l'opposition, porte-parole pour les Affaires étrangères, Mme Julie BISHOP. Ces rencontres avec les autorités australiennes permettront d'aborder les questions bilatérales, les questions relatives à la région océanienne, le G20 et les grands sujets de l'actualité internationale (Libye, Syrie, processus de paix, Afghanistan...). Dans la déclaration commune qui sera signée à cette occasion, les deux pays s'engageront à mettre en place un partenariat renforcé.

Enfin, le ministre d'Etat se rendra en Chine, où il s'entretiendra avec M. WEN Jiabao, Premier ministre, M. DAI Bingguo, Conseiller d'Etat, et son homologue YANG Jiechi. Il inaugurera l'année de la langue française en Chine, et effectuera un déplacement dans la province du Guangdong, afin d'inaugurer l'Institut franco-chinois de l'énergie nucléaire. A Canton, il s'entretiendra avec M. WANG Yang, principal dirigeant de la province du Guangdong.

Mécontentement dans les rangs de la majorité au Parlement

M. JUPPE sera donc à l'autre bout de la planète quand enflera la polémique sur la visite rwandaise. Car la venue de M. KAGAME à Paris suscite des mécontentements jusque dans les rangs de la majorité. A titre d'exemple, on relèvera le coup de colère de la sénatrice (UMP) des Français établis hors de France Joëlle GARRIAUD-MAYLAM, qui espère qu'au moins à l'occasion de cette visite, M. KAGAME manifesterait publiquement sa volonté de ne plus faire à la France, à son armée et à ses responsables de procès injuste". Dans une question écrite, Mme GARRIAUD-MAYLAM va plus loin, demandant à ce que la venue de M. KAGAME soit "conditionnée à la présentation d'excuses publiques". D'autres, comme le député (UMP) de l'Ain Michel VOISIN, ont relayé le mécontentement des militaires, en l'occurrence du président de l'association France Turquoise, le général Jean-Claude LAFOURCADE, auprès du président de la République Nicolas SARKOZY. Une lettre a été rédigée, cosignée par plusieurs députés, dont MM. Jean-Louis BERNARD (UMP, Loiret), Claude BODIN (UMP, Val d'Oise), Jean-Claude BOUCHET (UMP, Vaucluse), Pascal BRINDEAU (NC, Loir-et-Cher), Bernard CARAYON (UMP, Gard), Gérard CHARASSE (app SRCD, Allier), Jean-Pierre DECOOL (app UMP, Nord), Nicolas DHUICQ (UMP, Aube), Francis HILLMEYER (NC, Haut-Rhin), l'ancien ministre Françoise HOSTALIER (UMP, Nord), MM. Lionel LUCA (UMP, Alpes-Maritimes), Georges MOTHRON (UMP, Val-d'Oise), Alain MOYNE-BRESSAND (UMP, Isère) et Christian VANNESTE (UMP, Nord). Dans cette lettre, les députés estiment qu'"avant l'arrivée du président rwandais, il semblerait souhaitable que ce dernier cesse de porter des accusations concernant la participation active de l'armée française au génocide mais qu'il affirme et reconnaisse le rôle positif que ces militaires ont joué dans le conflit".